

extraordinaire entre le prix payé par les banques à charte du Canada pour les dollars des États-Unis et le prix de vente qu'elles exigent? Si oui, va-t-il intervenir?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant. Je vais me renseigner.

LES PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS—LES ENTRETIENS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR AVEC LES PROVINCES

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné l'inquiétude manifestée lors de la récente conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances au sujet des programmes à frais partagés et la réponse du ministre à la Chambre le 18 février selon laquelle le président du Conseil du Trésor consulterait les provinces à ce propos, le ministre peut-il dire à la Chambre si le président du Conseil du Trésor l'a fait. Si oui, le ministre pourrait-il faire une déclaration sur les résultats de ces entretiens le plus tôt possible?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il a tenu des consultations. Il a demandé à nouveau l'avis des ministres des Finances à Winnipeg et un communiqué a été publié. Je le déposerai volontiers.

LES PARCS NATIONAUX

BONNE BAY (T.-N.)—LES DROITS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET L'ACQUISITION DE TERRAINS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, nous parlons maintenant de la partie du Canada qui est à droite. Puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien? Lors de ses négociations avec Terre-Neuve en vue de l'établissement d'un parc national dans cette province, le gouvernement provincial a-t-il laissé entendre qu'il retirerait les droits d'exploration pétrolière que détient John C. Doyle et qui empêchent le transfert des terrains nécessaires à l'établissement du parc?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si M. Doyle ou d'autres personnes ont le droit de faire de l'exploration pétrolière dans ce parc national. La politique du gouvernement est claire à ce sujet: il ne peut y avoir d'exploration pétrolière à l'intérieur d'un parc national.

[M. Hales.]

[Traduction]

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Le ministre ne croit-il pas le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe sur parole quant à la raison du retard? Le ministre utiliserait-il de son influence pour essayer de supprimer ou de retirer les droits de ce particulier, John C. Doyle, afin que notre programme de mise en valeur régionale démarre le plus tôt possible?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député présente une requête au ministre. Il doit présumer qu'elle sera prise en considération.

LE CODE CRIMINEL

LE RETRAIT DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'AVORTEMENT

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Justice. Étant donné que deux jeunes filles ont récemment connu une mort tragique et sordide à la suite d'avortements illégaux pratiqués à Hamilton et à Montréal par des personnes non qualifiées, le ministre renversera-t-il sa décision et présentera-t-il un projet de loi visant à rayer l'avortement du Code criminel, permettant ainsi aux médecins qualifiés de prendre des mesures en consultation avec les femmes enceintes?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je déplore autant que le député les situations tragiques qui peuvent survenir sous le régime de la loi actuelle, mais la position du gouvernement a été expliquée par le premier ministre et par moi-même, et elle reste inchangée.

M. Nielsen: Le ministre ne connaît-il pas l'opinion des libéraux de l'Ouest?

LES AÉROPORTS

UPLANDS—LES RÉCLAMATIONS AU SUJET DE L'AUGMENTATION DU TRAFIC DES JETS

M. D. Gordon Blair (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je lui en ai d'ailleurs donné préavis. Le ministre sait-il que des gens de ma circonscription ont formulé des plaintes et des craintes à propos du bruit et des vibrations accrues qu'entraînera l'augmentation du trafic aérien des avions à réaction à l'aéroport d'Uplands? Il a annoncé, vendredi dernier, que l'on se proposait de modifier les règlements dans ce sens. S'il en est ainsi, par quelles mesures le ministre répondra-t-il à ces plaintes? Pourrait-il nous dire, en particulier, si son ministère va modi-